



RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET  
DE PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST  
09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tel (226) 50-36-08-25 ; Tel/Fax : 50-36-26-13 ;  
site : [www.roppa.info](http://www.roppa.info) ; Email : [roppa@roppa-ao.org](mailto:roppa@roppa-ao.org); [roppabf@liptinfor.bf](mailto:roppabf@liptinfor.bf)

---

**Suivi la participation des OP et des organisations de  
la société civile dans la mise en œuvre des projets  
financés par le GAFSP**

---

Rapport de mission

**Septembre 2012**

## **I. Introduction**

Dans le cadre du mandat que lui a confié l'Unité de coordination du GAFSP, le ROPPA a effectué du 26 août au 02 septembre 2012, une mission d'information et d'échanges avec les organisations de la société civile au Togo.

L'objectif était d'informer les structures de représentations des organisations paysannes et de la société civile sur le processus du GAFSP, faire le point et une analyse commune sur leur participation au processus et les enjeux liés à la participation de la société civile dans le processus du GAFSP. Il s'agit également d'échanger avec les structures compétentes de l'administration publique sur l'évolution de la mise en œuvre des projets financés dans le cadre du GAFSP ainsi que les représentations des coopérations bilatérale et multilatérale.

Cette mission a été réalisée par Ousseini OUEDRAOGO, Chargé de programme au niveau du Secrétariat Exécutif du ROPPA.

La mission a été préparée avec l'appui de la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes (CTOP), plateforme nationale membre du ROPPA, qui assure la présidence du Collectif des Organisations de la Société Civile et qui abrite son secrétariat.

## **II. Déroulement de la mission**

La mission a privilégié des rencontres de groupes avec les structures de représentation des organisations paysannes et de la société civile. Cependant, les concertations avec les autorités administratives et politiques ont été beaucoup ciblées avec les personnes compétentes qui suivent le dossier du GAFSP.

Avec l'appui de la CTOP un calendrier de travail a été établi au préalable prenant en compte des rencontres avec les structures et institutions à Lomé et avec des organisations paysannes à la base bénéficiaires des appuis des projets soutenus par le GAFSP.

La communication du ROPPA a été basée sur un document unique d'information sous forme de Power Point préparée par le ROPPA pour donner la même information dans tous les pays visités. L'information introductive donnée par le ROPPA est structurée autour des points ci-après (i) rapport du contexte de la crise alimentaire et les mécanismes mis en place par la communauté des partenaires pour assurer une meilleure coordination des interventions et/ou pour apporter des financements additionnels pour le développement de l'agriculture dans les pays en développement (GAFSP) ; (ii) la gouvernance du GAFSP et la gouvernance interne; (iii) le rôle du comité de pilotage ; (iv) Les deux (2) guichets de financement du GAFSP ; (v) le guide de la qualité de participation au GAFSP ; (vi) les pays Africains qui ont

bénéficié de l'appui du GAFSP ; (vii) le mandat du ROPPA donné par l'Unité de Coordination du GAFSP.

La communication introductive du ROPPA laissait suite à des questions et des échanges sur l'évolution des projets financés par le GAFSP, la participation des organisations de la société civile et les stratégies et perspectives pour renforcer cette participation. La mission a fourni également la documentation disponible au niveau du ROPPA et a donné les adresses des sites Web du GAFSP et du ROPPA sur lesquels il est possible d'obtenir des informations.

Sur cette base la mission a pu échanger avec les structures suivantes :

**1) Les organisations paysannes et de la société civile**

- ❖ CTOP à travers son Conseil d'administration;
- ❖ WILDAF, ONG signataire du PACTE, par sa présidente ;
- ❖ le Collectif des Organisations de la Société Civile à travers les membres du bureau;
- ❖ La Fédération des Unions des groupements des Producteurs de Café, Cacao (FUPROCAT) ;
- ❖ L'association Nationale des Professionnels de l'Aviculture du Togo (ANPAT) ;

**2) Les autorités politiques et administratives**

- ❖ Le Secrétaire Générale du Ministère de l'Agriculture, coordonnateur stratégique du GAFSP ;
- ❖ Le conseiller technique du Ministre de l'Agriculture en charge du suivi du GAFSP ;
- ❖ Le coordonnateur des filières agricoles au niveau des projets financés par le GAFSP

**3) Les coopérations bilatérales et multilatérales**

- ❖ Le PNUD ;
- ❖ La représentation de la CE ;
- ❖ La FAO

**III. Rappels des projets mis en œuvre au Togo à travers les financements du GAFSP**

Le Togo a été le premier pays en Afrique de l'Ouest à finaliser son Programme National d'Investissement Agricole (PNIASA). Il est le seul pays qui bénéficie de deux (2) projets dans le cadre du GAFSP :

- ❖ Le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT) d'un coût de 75 millions d'USD et d'une durée de 6 ans (2011 – 2016)

- le PADAT a ciblé les filières maïs, riz et manioc. Le FIDA est l'organisation Internationale qui suit et coordonne la mise du PADAT;
- ❖ Le Projet d'Appui au secteur Agricole (PASA) qui est un projet complémentaire au PADAT – d'un coût de 53, 9 millions d'USD pour une période de 5 ans (2011 – 2016) – le PASA a ciblé les filières maïs, riz, manioc, sorgho, soja, café, cacao, coton, volailles et petits ruminants (mouton et chèvres), pisciculture et pêche continentale, culture de diversification. La Banque Mondiale est l'organisation Internationale qui suit et coordonne la mise en œuvre du PASA.

#### **IV. Résultats – conclusions des échanges**

##### ***a) Conclusions des échanges avec le CA de la CTOP***

La CTOP bénéficie avec les organisations de la société civile d'un appui pour renforcer sa participation dans la mise en œuvre du PNIASA et notamment des deux projets issus de ce programme et financé par le GAFSP (PADAT, PASA). Il a également mis à profit l'appui de la CE et du FIDA à travers le projet PAOPA pour renforcer sa capacité de suivre la mise en œuvre des politiques agricoles.

La CTOP par cet appui développe de nombreuses initiatives pour informer les organisations paysannes et de la société civile dans la mise en œuvre du des deux projets. Ainsi, elle a mis en place des antennes régionales qui animent des rencontres de concertation et de dialogue autour de la mise en œuvre des deux projets et des émissions radiophoniques interactives impliquant les OP, les OSC et les structures de l'administration publique. Au niveau national la CTOP a édité et diffusé, notamment à travers les antennes régionales, des visuels (plaquettes) qui présentent le PADAT et le PASA à travers leurs composantes, les filières cibles, leurs coûts, leurs durée.

La CTOP bénéficiera dans le cadre du PADAT d'un appui pour renforcer son fonctionnement par l'acquisition de matériel roulant et la prise en charge du fonctionnement de son Secrétariat Exécutif. Elle a pu également organisé des sessions de formation et deux visites d'échanges au profit des administrateurs de la CTOP et des OP.

En somme la CTOP est fortement engagé et développe des initiatives pour informer les OP et les OSC sur le processus des projets soutenus par le GAFSP et pour créer et renforcer une concertation et un dialogue avec les responsables de l'administration au niveau national et local. La position de la CTOP est renforcée avec la mise en place du Collectif des Organisations de la Société civile. Nonobstant ces acquis, la non représentation de la CTOP dans les structures de pilotage des deux projets limite son accès aux informations stratégiques. C'est la mission du ROPPA après un entretien avec les responsables de l'administration publique qui a informé la CTOP d'une mission de supervision de la Banque Mondiale et du FIDA qui devrait

arrivée dans la première quinzaine du mois de septembre. La CTOP a alors formulée une demande auprès de l'administration pour participer à cette mission.

La CTOP déplore également le manque de compétences de certaines ONG qui ont été coptées pour apporter des services à des OP dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets.

***b) Résultats des échanges avec la Fédération des Unions des groupements de Producteurs de Café et de Cacao du Togo.***

La FUPROCAT – GIE regroupe 13 767 producteurs organisés en 412 groupements et 16 unions. Elle commercialise environ 3 000 Tonnes de café et cacao par an. Depuis la libéralisation de la filière, elle développe des initiatives pour diversifier ses partenaires commerciaux et améliorer le revenu des producteurs et favoriser leur accès à des services agricoles.

Après plusieurs missions de diagnostic et des ateliers d'échanges la FUPROCAT a établi un accord pour un projet d'appui dans le cadre du PASA. Le projet d'un coût initial de 60 000 000 millions de FCFA est articulé autour de 5 axes :

- Structuration des OP et leur immatriculation conformément à l'OHADA ;
- Formation en gestion des OP ;
- Appui à la vente groupée au niveau des préfectures ;
- Mise en place d'une centrale d'achat et de gestion des intrants.

Après avoir estimé que le budget calculé par l'équipe de coordination reste insuffisant pour la mise en œuvre des actions dans lesquelles elle s'est engagée, la FUPROCAT a pu négocier un budget additionnel de 18 millions FCFA..

La FUPROCAT est informée du processus du PASA à travers les structures de coordination du projet mais aussi à travers les actions de communication de la CTOP. Un des administrateurs de la FUPROCAT est animateur d'une antenne régionale de la CTOP sur le PNIASA et les deux projets. Cependant, alors que les accords sont signés depuis 2 ans, l'appui aux activités prévues avec la FUPROCAT n'a pas encore démarré. La FUPROCAT commence à se lasser des nombreuses réunions qui n'arrivent pas à permettre un démarrage effectif du projet au profit des paysans.

En somme la mise en œuvre du PASA implique la seule fédération des producteurs de café et de cacao du Togo avec laquelle un accord a été établi autour d'actions visant le renforcement de la maîtrise professionnelle des producteurs et de l'intensification de la production. La FUPROCAT apprécie grandement le rôle et les actions de la CTOP pour informer et mobiliser les organisations paysannes dans la mise en œuvre du PNIASA et des deux projets. Malgré des insuffisances constatées, l'approche du PASA financé par le GAFSP marque une rupture avec les

approches précédentes en ce qui concerne la concertation et le dialogue avec les producteurs. Elle partage l'enjeu de renforcer la mobilisation et la participation des OP pour améliorer la gouvernance des investissements dans le secteur agricole. Grâce à la concertation et à sa maîtrise de la filière elle a pu négocier les actions et la stratégie qu'elle juge pertinentes pour le développement de la filière. La FUPROCAT exhorte la CTOP renforcé ses capacités et son organisation en tant que structure de représentation des OP pour mieux négocier avec l'administration publique une amélioration de la mise en œuvre des projets et une meilleur prise en compte de la vision et des initiatives des OP visant le développement des filières.

### ***c) Conclusion des échanges avec l'ANPAT***

L'ANPAT regroupe 219 membres comprenant de petits éleveurs de races locales, des éleveurs de poulet de race améliorée et des producteurs d'aliments de volailles. Les aviculteurs, notamment ceux qui élèvent les poulets de race améliorée ont connu d'importantes pertes avec les mesures sanitaires prises pour prévenir et contenir la grippe aviaire. De nombreux élevages ont été contraints par les mesures d'abattre leurs cheptels. Depuis l'ANPAT se bat pour aider ses membres a reconstituer ce cheptel. Il y a également la concurrence des œufs et découpe de viande de volailles importés qui constitue une grosse contrainte. Grâce à la CTOP l'ANPAT est informé de la mise en œuvre du PNIASA et des deux projets. Elle mène une négociation auprès de la coordination de mise en œuvre du projet qui n'a pas encore abouti. Il est proposé à l'ANPAT dans le cadre du PASA un appui exclusivement à l'élevage des poulets de race améliorée alors que dans sa stratégie actuelle elle compte renforcer l'appui aux éleveurs de poulets de race locale. Ces éleveurs constituent toujours les premiers fournisseurs en viande de volailles et l'ANPAT entend soutenir cette sous filière. En exemple ces éleveurs fournissent 60% des pintades. L'ANPAT voudraient associer à l'appui aux éleveurs de race amélioration, des actions pour l'amélioration génétique de la race locale par des croisements visant à accroître leur capacité de production de viande. Cette vision n'est pas encore acceptée par la coordination du projet.

L'ANPAT apprécie le processus de dialogue et de concertation avec les producteurs dans la mise en œuvre des projets soutenus par le GAFSP mais elle estime qu'en définitive la vision et les propositions des organisations professionnelles ne sont pas toujours pris en compte et les procédures de mise en œuvre du projet reste lent. Elle reste mobilisée pour renforcer le dialogue et le suivi de l'appui à la filière avicole dans le cadre du projet. Elle souhaite des appuis de la CTOP. Elle apprécie le rôle joué par le ROPPA dans le processus du GAFSP. Les membres de l'ANPAT estiment que la missions du ROPPA leur a permis d'avoir des informations globales sur le processus du GAFSP et de bien mesurer les enjeux et défis liés à la participation des OP au processus du projet.

#### ***d) Conclusions des échanges avec le cadre de concertation des organisations de la société civile***

Ce cadre a été créé le 12 mai 2012 et regroupe sept (7) structures de représentations d'organisations paysannes et de la société civile.

Toutes les ONG membre du cadre de concertation interviennent en milieu rural en appui à des organisations paysannes à la base. L'objectif du cadre est de renforcer les échanges d'information, la concertation et le dialogue pour garantir une efficacité du plaidoyer. Il s'agit également selon le président, d'accompagner la CTOP qui plus de légitimité pour porter le plaidoyer sur les questions relatives aux OP et aux métiers des paysans.

Le cadre est informé des projets financés par GAFSP à travers les activités de la CTOP et les organes de pilotage du PNIASA. Cependant le cadre reconnaît que les informations ne circulent pas bien comme il se doit. En outre, le choix des représentants des OP et OSC dans les organes de pilotage du PNIASA (CIPS, CTP, CROP) se fait par cooptation par les autorités. Ce qui ouvre la porte aux clientélismes et ne permet donc pas un bon plaidoyer. Pour le cadre le processus de concertation et de dialogue pour la mise en œuvre du PADAT et du PASA pourrait être renforcé si la participation des OSC dans les organes de pilotage du PNIASA est révisé pour permettre une meilleure représentation. C'est beaucoup plus dans ces organes que les principales décisions se prennent avec les autorités.

Le cadre a été très tardivement informé du processus d'élaboration de la Politique Agricole en cours et s'est mobilisé pour rencontrer les consultants. Pour les organisations du cadre les ONG identifiées comme prestataires de services dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets n'ont pas toutes les compétences pour réaliser leurs mandats. Le cadre essaie d'établir un mécanisme de concertation et de suivi de ces ONG chefs de file mais celles-ci évitent la concertation et le dialogue avec le cadre des OSC.

En somme, le cadre reconnaît qu'une approche de concertation et de dialogue est en cours dans le cadre de la mise en œuvre des deux programmes soutenus par le GAFSP, mais elle reste perfectible. Aussi, le cadre se bat- il pour profiter des opportunités actuellement de dialogue et renforcer le rôle et la participation des OSC. Les membres du cadre se félicitent de la dynamique des OP portée par la CTOP. Le fait de pouvoir fédérer les OP des filières d'exportation (café, cacao, coton) avec les autres constituent une grande avancée. Le cadre souhaite un accompagnement pour renforcer les capacités de plaidoyer de la CTOP.

#### ***e) Conclusions des échanges avec la Présidente de WILDFAF***

L'ONG WILDFAF est membre du cadre de concertation des OSC/OP. Elle est signataire du pacte concernant le PNIASA. A ce titre WILDFAF est représenté

dans le Comité Technique de Pilotage (CTP), le Comité Interministériel de Pilotage (CIP). Elle y mène une revendication pour une meilleure participation des OP et des OSC. WILDAF estime que malgré ces comités la gestion des affaires liées à la mise en œuvre du PNIASA reste fortement centralisée au niveau des structures de l'administration publique. Il y a une commission agriculture qui regroupe les membres du cadre de concertation des OP/OSC et constitue un espace d'information et de plaidoyer pour le cadre. Beaucoup de défis restent à relever pour assurer la réalisation des objectifs visés par le PNIASA et ses projets en cours. Il s'agit notamment de lutter contre l'accaparement des terres, l'amélioration de l'accès des producteurs par la création d'une vraie banque agricole...

Un des critères de distribution des kits dans le cadre du PADAT est d'être propriétaire du champ exploité. L'application de ce critère à la lettre a fait que beaucoup de femmes grandes productrices en milieu rural qui n'ont pas pu bénéficier de l'appui du PADAT.

### ***f) Conclusions des échanges avec les autorités administratives et politiques***

Le Secrétaire général après avoir fait la genèse de l'élaboration des différents documents de politiques et stratégies depuis la reprise de la Coopération au niveau du Togo, reconnaît que l'enthousiasme et la participation des OP/OSC dans la phase actuelle de mise en œuvre de ces politiques et stratégies ont baissés. Cela serait dû à la faible capacité intrinsèque de certaines OP et OSC. Il reconnaît également les difficultés qui existent pour désigner parmi les ONG des représentants dans les différents comités de consultation et de pilotage.

Le SG reconnaît également qu'il y a un retard dans la mise en œuvre des projets financés dans le cadre du GAFSP. Le taux d'exécution en première est évaluée selon les partenaires à 17%. Ce retard est en partie imputé aux partenaires qui ne décaissent pas toujours dans les délais prévus. Les préfinancements du Gouvernements aussi ne sont pas remboursés à temps ce qui bloque cette possibilité.

Le ministère est entrain de réfléchir à une vision de développement de l'agriculture basée sur l'économie de proximité. Cette vision doit se traduire par des projets d'aménagement intégré avec des activités visant le renforcement de la maîtrise de l'eau et de la gestion de la fertilité des sols. La professionnalisation des OP dans les filières pour les permettre de fournir efficacement des services à leurs membres dans le domaine de l'approvisionnement et de la commercialisation.

Enfin, une approche sera mise en œuvre pour renforcer la participation des femmes dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et programmes de développement agricoles et dans la gestion des chambres d'agriculture.



Des études sont également en cours sur les mécanismes de financement de l'agriculture et sur l'accès des petits producteurs à la mécanisation.

Des négociations sont en cours avec les coopérations allemande et Indienne pour appuyer les initiatives du ministère.

Pour le Secrétaire Général, une bonne participation des OP et OSC dans les processus des politiques et programmes de développement agricole et rural suppose aussi que celles puissent avoir une certaines capacités. Ce qui n'est pas le cas et limite la participation effective et efficace de certaines d'entre elles.

Le conseiller technique du ministère de l'agriculture reconnaît lui aussi qu'il y a eu au début de l'élaboration du PNIASA, une forte implication de la CTOP et ses membres ainsi que les chambres d'agriculture. Pour le conseiller les structures de représentation des OP, la chambre d'agriculture et la CTOP semble manquer d'ancrage avec les OP à la base. Cela constitue un handicap et le ministère est contraint de considérer cela pour que la voix de tous les paysans puissent être entendues. Il exhorte les OP à travailler sur la transparence, la gouvernance afin d'acquérir d'avantage la confiance des partenaires, notamment de l'administration.

Le coordonnateur technique du PADAT a précisé que dans la stratégie de mise en œuvre du projet il est prévu des conventions pour permettre aux OP d'apporter des services aux membres. A cet effet la CTOP et les chambres d'agriculture ont déjà signé des conventions. Celle du CPC est en cours de négociation.

#### ***g) Echanges avec les coopérations bilatérale et multilatérale***

Les échanges avec le PNUD, la représentation de la CE et la FAO n'a pas permis d'aborder en profondeur les questions liées à la mise en œuvre du PNIASA et des projets financés dans le cadre du GAFSP. Il faut signaler que le représentant résident de la FAO vient tout juste de prendre fonction. Tous ces partenaires montrent un intérêt à collaborer avec les OP. Cependant, en dehors de leurs déclarations de volonté, leurs programmes et stratégies ne permettent pas tous d'interagir avec les OP au niveau national. Les programmes du PNUD sont mis en œuvre au plan technique par le ministère et la FAO. Le programme en cours de la CE n'a pas prévu des interventions directement dans le secteur agricole au Togo.

## Conclusions

Le gouvernement du Togo et les partenaires ont mis en place des mécanismes pour promouvoir la participation des OP dans l'élaboration et la mise en œuvre du PNIASA et des deux projets (PASA, PADAT). Cependant, en dépit de l'existence de cadres formelles de concertation et de dialogue, les processus de consultation mis en œuvre sont largement perfectibles. Plusieurs difficultés limitent l'efficacité de cette participation :

- ❖ La stratégie de cooptation des représentants des OP et des OSC par l'administration publique ;
  - ❖ La faible capacité supposée ou avérée des OP et des OSC à construire des visions partagées avec tous leurs membres, suivre régulièrement les processus et formulation des propositions pertinentes (question évoquée notamment par l'administration) ;
  - ❖ Le niveau de communication et d'échanges entre les OSC ;
  - ❖ Les changements fréquents des responsables au niveau des structures de l'administration publique. L'intérêt de l'administration pour une véritable participation des OP et des OSC aux processus des politiques semblent s'émousser, s'effriter avec les changements continuels des responsables.
- 
- ❖ Les retards dans la mise en œuvre des deux projets constituent également une source de démobilisation et de fragilisation de la participation des OP et des OSC.
- 
- ❖ Il ressort également que les OSC et les OP sont beaucoup plus dans les instances de consultation concernant la mise en œuvre des actions des projets. Leur implication dans les organes décisionnels concernant les orientations du PNIASA et ses projets de mis en œuvre, ne reflète pas leur importance numérique et le rôle important qu'elles jouent dans le développement agricole et rural.

Toutefois les actions d'information et de communication engagées par la CTOP donnent beaucoup d'espoir quand au renforcement de la participation des OP et de l'ensemble des OSC dans la mise en œuvre du PNIASA et des deux projets. La création du cadre de concertation des OP/OSC augure également de bonnes perspectives pour renforcer la participation des acteurs de la société civile dans les processus des politiques de développement agricole et rural.

Il apparaît un besoin évident d'accompagnement de cette dynamique naissante des acteurs de la société civile pour renforcer leur capacité et les aider à exploiter au mieux les opportunités de concertation existantes pour négocier la mise en place de mécanismes solides de dialogue et de concertation sur les projets et programmes de développement agricole et rural. Très concrètement les OP et les OSC ont évoqué le besoin de renforcement de capacités pour pouvoir analyser les enjeux, construire des visions partagées et faire des propositions pertinentes à l'administration ; un

besoin de renforcement des capacités de plaidoyer de la CTOP et la mise en place d'un mécanisme de veille pour suivre l'agenda de mise en œuvre des politiques. L'accès aux informations sur les liens entre les processus du PNIASA avec les décisions et orientations dans d'autres instances aux niveaux sous régional, continental et international reste également un enjeu.

Tout ceci explique également l'appréciation faite de la mission du ROPPA qui apporté des informations permettant d'élargir les champs de vision.

**Liste de présence**  
**Visite d'échange de la mission du ROPPA à la FUPROCAT**  
*Kpalimé, le 27 Aout 2012*

| <b>Nom et Prénoms</b>      | <b>Structure</b>  | <b>Provenance</b> | <b>Contact</b>   |
|----------------------------|-------------------|-------------------|--|
| <b>KOUSME Kossi A</b>      | FUPROCAT          | Likimé<br>(Badou) | 90709534<br>99326117   |
| <b>KOSSI Koffi</b>         | FUPROCAT          | Danyi             | 90187049<br>98136076   |
| <b>GUEDE Youvo</b>         | FUPROCAT          | Agou              | 91053392<br>98668919   |
| <b>MGBAYOM Kodjou</b>      | FUPROCAT          | Ksalimé           | 90163750   |
| <b>PODJOLEYE Gilles</b>    | CTOP              | Lomé              | <a href="mailto:obrenergilles@yahoo.fr">obrenergilles@yahoo.fr</a><br>90104218 |
| <b>ATI ATCHA B.</b>        | CTOP              | Lomé              | 90365164   |
| <b>NAKPERGOU Noumpoa</b>   | CTOP /collèg<br>e | Dapaong           | 90278500   |
| <b>MAYANI Zoulaihatou</b>  | PFPN              | Niger             | +22797129922   |
| <b>Ibrahima COULIBALY</b>  | CTOP/Mali         | Mali              | +22366761126   |
| <b>Ousséni OUEDRAOGO</b>   | ROPPA             | Burkina Faso      | +22670163939   |
| <b>KPENI Youa</b>          | CTOP              | Est-Mono          | 90891364   |
| <b>KARABOU E. Ambroise</b> | CTOP              | Amou-Oblo         | 90396799<br>97028386   |

**Liste de présence**  
**Visite d'échange de la mission du ROPPA avec l'ANPAT**  
*Agodekè (Baguida), le 28 Aout 2012*

| <b>Nom et Prénoms</b>       | <b>Structure</b>        | <b>Provenance</b>  | <b>Contact</b>       |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------|----------------------|
| <b>LAWSON Sessy Nadou</b>   | ANPAT<br>Avicultrice    | Lomé<br>Adjidogomé | 99452089             |
| <b>SENOU Essi</b>           | COOPAREM<br>Avicultrice | Lomé<br>Baguida    | 90217977             |
| <b>KANGNI Kokou</b>         | COOPAREM                | Baguida            | 90107641             |
| <b>KODESSANA Follikoné</b>  | COOPAREM                | Afamoakopa         | 90048023             |
| <b>AYIKA Kayi</b>           | COOPAREM                | Agodekè            | 90269929             |
| <b>GBEDEVI Mathilde</b>     | COOPAREM                | Baguida            | 90368166             |
| <b>GNINEVI Dégbé</b>        | COOPAREM                | Agodekè            | 90065536             |
| <b>KPETEMEY Sylvain</b>     | COOPAREM                | Agodekè            | 90114201             |
| <b>SENOU Komi</b>           | COOPAREM                | Baguida            | 90032178             |
| <b>KARABOU E. Ambroise</b>  | CTOP                    | Amou-Oblo          | 90396799<br>97028386 |
| <b>ATI ATCHA B.</b>         | CTOP                    | Assoli             | 90365164             |
| <b>NAKPERGOU Noumpoa</b>    | CTOP                    | Lomé               | 90278500             |
| <b>MAYANI Zoulaihatou</b>   | PFPN                    | Niger              | +22797129922         |
| <b>AFAN GNIHOU TCHOTALO</b> | COOPAREM                | Avepozo            | 90302296             |
| <b>MOUSSOU Winsou Kudjo</b> | ANPAT SG                | Baguida            | 90258591             |

|                               |          |              |              |
|-------------------------------|----------|--------------|--------------|
| <b>AMEDEGNATO W. Kokou</b>    | COOPAREM | Kpogan       | 90056732     |
| <b>KPENI Youa</b>             | CTOP     | Est-Mono     | 90891364     |
| <b>Ibrahima COULIBALY</b>     | CNOP     | Mali         | +22366761126 |
| <b>KOUAMI Kokou</b>           | ANPAT    | Togo         | 90023146     |
| <b>Ousséni OUEDRAOGO</b>      | ROPPA    | Burkina Faso | +22670163939 |
| <b>GBIKPI Benisson Dosobh</b> | COOPAREM | Avepozo      | 90130633     |
| <b>ASHIBOYE Akoetégan</b>     | COOPAREM | Avepozo      | 91156456     |